

Refroidissement climatique



De passage mercredi à Strasbourg, le premier secrétaire du PS Olivier Faure a rencontré les cadres locaux du parti, notamment hostiles à l'accord avec La France insoumise (LFI) et à la Nupes qui en est issue (lire ci-contre). (dessin Yannick Lefrançois)

Service minimum

Le meeting de la Nupes mercredi soir à Strasbourg a été l'occasion pour les différentes composantes de la coalition de tenir les traditionnels stands en fond de salle, avec force autocollants, tracts et autre « matériel ». PCF, EELV, LFI, Parti de Gauche, et même le POI et la Jeune garde. Mais pas de stand de Génération.s, ni surtout du PS alors que le premier secrétaire du parti Olivier Faure comptait au nombre des intervenants sur scène. De là à imaginer que la direction locale socialiste, notamment hostile à l'alliance avec les Insoumis et les écologistes, a fait montre de mauvaise volonté, il n'y a qu'un pas que certains ont vite franchi.

« Tout cela s'est fait un peu rapidement et je ne voyais pas l'objectif d'installer un stand », se défend Thierry Sother, le secrétaire fédéral du PS 67 qui était sur place. Finalement, en cours de meeting, un drapeau emprunté à un militant a été scotché au mur à côté du stand écologiste.

Qui commande à la Nupes ?

Les socialistes anti-Nupes ont relevé de leur côté que trois des sept orateurs du meeting étaient Insoumis. Ils pensent y voir la preuve que LFI domine la coalition et que la stratégie d'alliance ne mène qu'à l'effacement du PS. « On a le sentiment que le meeting était quand même d'abord un meeting LFI », souffle un cadre. « Ce n'est pas vrai, on a le premier secrétaire, une personnalité nationale qui vient en personne, il passe en dernier et donc c'est lui qui clôt le meeting, c'est un rôle important », explique la conseillère régionale socialiste Linda Ibiem. « Ce genre d'événement mériterait une meilleure coordination », répond de son côté le secrétaire fédéral bas-rhinois Thierry Sother, « tout cela s'est aggloméré de manière un peu brouillonne, et il avait même un intervenant qui s'est rajouté la veille. » Du côté des Insoumis, on explique qu'à l'origine, il s'agissait d'une réunion purement LFI qui a été convertie en meeting Nupes sur fond de mobilisation contre la réforme des retraites. « Mais on a associé tout le monde », précise un Insoumis. C'est d'ailleurs une écologiste qui a assuré l'animation de la soirée.

Petit dîner entre amis

Quelques caciques socialistes strasbourgeois se sont retrouvés après le meeting Nupes pour un dîner avec le premier secrétaire Olivier Faure à la brasserie de la Bourne.

Autour du patron national du PS avaient pris place le responsable départemental Thierry Sother, Mathieu Cahn, Pernelle Richardot, Céline Geissmann, Jacques Bigot, tous anti-Nupes ou sceptiques quant à la ligne Faure, ainsi que Linda Ibiem, Gabriel Derays, qui, eux, sont sur la ligne Faure pro-Nupes. Ce rendez-vous a été l'occasion de parler, dans une ambiance visiblement glaciale, de stratégie nationale en général et de participation à la Nupes en particulier. Olivier Faure a expliqué sa stratégie d'alliance et a posé des questions sur la situation locale. Il faut dire que la fédération du Bas-Rhin qui lui était jadis acquise a basculé depuis les municipales de 2020 et s'est même, diront certains, radicalisée après l'accord Nupes.

Olivier Faure, qui connaît le dossier, dit y voir pas mal d'antagonismes personnels, mais ajoute : « Je ne désespère jamais de convaincre que la gauche désunie ne produit qu'une seule chose, la défaite. » Pas sûr que le message soit bien passé.

Par Olivier Claudon et Emmanuel Delahaye

HORS CADRE

Le conseiller municipal strasbourgeois et vice-président écologiste de l'Eurométropole **Alain Jund** (photo), l'une des figures de l'écologie politique alsacienne, ne souhaite pas remplir en 2026. « Trois mandats ça suffit ! », lâche-t-il en petit comité. Agé de 67 ans, il a été élu pour la première fois en 2008. Il avait été tête de liste EELV en 2008 et 2014 et a fait alliance pour fusionner avec la liste socialiste de Roland Ries. Réélu sur la liste Barseghian en 2020, il est en charge du vaste programme de développement des mobilités de l'Eurométropole. L'homme à l'écharpe verte assure que d'ici la fin de l'actuel mandat, le tram vers l'ouest strasbourgeois aura été mis en service et les travaux du tram vers Schiltigheim auront été lancés.



Olivier Ferrand, le délégué départemental de Territoires de progrès (TdP) dans le Bas-Rhin (une trentaine d'adhérents revendiqués), anime un groupe de travail du parti au niveau national sur la cohésion des territoires. « Nous souhaitons apporter des idées progressistes à présenter au congrès qui aura lieu fin juin ou début juillet », explique-t-il. Le groupe se penche notamment sur l'équité entre les territoires et, notamment, sur le cas des communes rurales.

Le Sénat vient d'accéder à la demande du groupe du RDSE (Rassemblement démocratique et social européen) de créer une mission d'information sur « l'impact des décisions réglementaires et budgétaires de l'État sur l'équilibre financier des collectivités locales ». **André Reichardt**, sénateur du Bas-Rhin, a été désigné par le groupe LR auquel il est rattaché pour participer aux travaux de cette mission d'information. Plusieurs auditions seront menées au cours des prochains mois, avant publication d'un rapport au second semestre de 2023.

SUR LE VIF

LA CANTOCHE EN DÉBAT

Poussée de fièvre cette semaine entre l'exécutif de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) et l'opposition écologiste et citoyenne au sujet du projet de transfert du collège Solignac sur le site de l'ancien hôpital Lyautey dans le quartier du Neuhof à Strasbourg. La commission permanente, non publique, a voté le 9 février dernier l'avant-projet définitif. Mais le document présenté n'aborde pas la question de la demi-pension. Et la majorité a rejeté l'amendement de l'opposition qui prévoyait d'inclure la mention d'un restaurant scolaire. Il n'en fallait pas plus pour que l'élue écologiste strasbourgeoise Ludvine Quintallet (photo) en conclut, via un communiqué, que « le projet de collège classé REP + ne comprend pas de restaurant scolaire ». « Campagne de désinformation et de dénigrement », répond l'exécutif via un autre communiqué. Visiblement, la question de la restauration a été abordée verbalement en séance le 9 février et la CEA assure chercher encore la meilleure localisation. « Il y aura une restauration sur le site où à proximité immédiate du site », assure Philippe Meyer, vice-président en charge du dossier. Il explique que des discussions sont en cours avec la Ville de Strasbourg et l'université pour une éventuelle mutualisation et que trois lieux sont à l'étude : sur le site du futur ancien collège Solignac, quand il sera libéré, ou sur deux terrains, « à proximité immédiate » du nouveau collège. « Il y aura une restauration sur place », dit encore Philippe Meyer, « mais le projet n'est pas encore défini. » Et c'est pour cela que ce chapitre n'apparaît pas dans les documents. « Moi je me prononce sur un rapport, répond Ludvine Quintallet, où il est question d'un externat. On ne m'a pas soumis au vote une demi-pension. On n'a pas la certitude que les élèves auront une demi-pension. »

Selon Philippe Meyer, une fois la localisation arrêtée, le projet de cantine sera lancé et il pourra être prêt en même temps que la mise en service du nouveau collège, prévue pour la rentrée 2026. Bref, ambiance tendue. Et ils n'ont pas encore abordé la question du nom du futur établissement.



En diagonale

Après avoir travaillé pendant cinq ans auprès de l'ancien député bas-rhinois et vice-président de l'Assemblée nationale Sylvain Waserman (Modem), l'élue strasbourgeoise **Rebecca Breitman** (photo) vient de rejoindre le cabinet de Jean-Noël Barrot, ministre délégué à la Transition numérique et aux Télécommunications, en tant que conseillère en charge du Parlement.



Renaissance 67 tiendra samedi un séminaire dans le cadre de son processus de structuration locale. L'idée est de faire cogiter

les militants sur plusieurs thèmes puis d'aller sonder la population via des séances de tractage ou des réunions publiques. Les thèmes du séminaire qui se tiendra dans le quartier de la Robertsau à Strasbourg sont la réforme des institutions, la fin de vie, la dépénalisation du cannabis, l'Europe et l'environnement. Des thèmes qui recouvrent pour partie l'agenda du gouvernement mais pas seulement. « Nous irons ensuite à la rencontre de la population », explique le délégué

départemental **Bruno Studer**, « pour échanger sur ces sujets. Puis il y aura des restitutions avant l'été en vue d'une prise de position de Renaissance 67 sur ces sujets ».

La chambre régionale des comptes, basée à Metz, veut rendre ses travaux plus accessibles et se rendre elle-même plus visible. Pour cela, le nouveau président **Christophe Strassel** prévoit des séances délocalisées façon audience solennelle, à travers la région, pour répondre « à un besoin de proximité ». La première devrait avoir lieu en avril à Metz et les suivantes ailleurs. Le président, installé en janvier, imagine même déployer la communication de la très austère institution sur certains réseaux sociaux comme LinkedIn ou Twitter. « Mais nous n'avons pas vocation à aller sur TikTok », précise-t-il quand même. Et cette question : y aura-t-il une « story » sur le dernier rapport d'observations définitives ?

Homé plaide la cause des collectivités...

Maire (PS) de Wittenheim, Antoine Homé a pris part à la délégation de l'Association des maires de France (AMF) reçue mardi dernier à Matignon par la Première ministre Elisabeth Borne. Compte tenu du contexte inflationniste actuel, les représentants de l'AMF s'inquiètent en effet vivement pour l'épargne et les capacités d'investissements des communes et intercommunalités. Vice-président délégué aux finances de l'AMF, Antoine Homé a en particulier plaidé pour la nécessité de réfléchir à l'avenir des ressources locales... Puis il a une nouvelle fois demandé l'instauration de tarifs réduits de l'énergie en faveur de toutes les collectivités. Inflation ou pas, demander ne coûte rien...



Antoine Homé.

Photo L'Alsace/Vincent VOEGTLIN

...y compris celle de Wittenheim

Ce même Antoine Homé vient également de rencontrer le préfet du Haut-Rhin Louis Laugier, ainsi que le sous-préfet de Mulhouse Alain Charrier. L'occasion de remettre sur le tapis le dispositif Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD), dont sa commune aimerait pouvoir bénéficier. Las : en l'absence du concours requis par la loi – de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) à ce dispositif, le projet demeure au point mort, tout comme celui porté par la ville de Strasbourg. Bref : quelque chose nous dit que les oreilles du président de la CEA Frédéric Bierry ont dû siffler lors des échanges menés sous les ors de la préfecture de Colmar.

Le Grand Est n'oublie pas Kharkiv

La guerre en Ukraine faisant désormais rage depuis un an, la région Grand Est vient de créer un fonds de solidarité en faveur de l'Oblast de Kharkiv, avec lequel elle a noué des liens de coopération étroits au cours des derniers mois (sa présidente Tetiana Yehorova-Lutsenko est venue plusieurs fois l'an passé à Strasbourg). Objet de ce fonds : acheter, puis acheminer sur place des générateurs électriques, des systèmes de traitements d'eau et des équipements de première nécessité. La région prévoit d'y consacrer 100 000 euros (un vote doit intervenir à ce sujet lors de la prochaine séance plénière du conseil régional). La CCI du Grand Est devrait elle aussi y contribuer, de même que Gescod, un réseau multi-acteurs de la coopération et de la solidarité internationales.

Un scénario cauchemard

La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, qui fête ses 25 ans d'existence, n'a jamais été ratifiée par la France, le conseil constitutionnel l'ayant à l'époque jugé inconstitutionnelle... L'occasion toute trouvée pour Pierre Klein d'écrire au président de la République le 28 février dernier, pour lui demander de « remettre cette ratification à l'ordre du jour ». Principal argument du président de la Fédération Alsace bilingue (FAB) : « À persister à ne pas ratifier la charte, [la France] pourrait ne plus adhérer au Conseil de l'Europe, le « gardien des droits de l'Homme », puisqu'avant toute adhésion, il faut avoir notamment ratifié la Charte en question. » Las, la réponse de l'Élysée se fait encore attendre – sûrement à cause de la peur panique de voir l'Hexagone soudain exclu du Conseil de l'Europe.